

Pour un soutien à la mobilisation contre le projet de Notre Dame des Landes et pour une parole forte sur les grands projets inutiles

Exposé des motifs

De plus en plus de territoires français se voit imposer de grands projets inutiles en cours ou en voie d'élaboration. Ils sont initiés par de grands groupes privés, confortés par des élu-e-s et hauts fonctionnaires issus des partis productivistes qui imposent l'essentiel des décisions prises dans notre pays.

Avec des investissements colossaux, locaux, nationaux et même européens qui obèrent toutes formes de transitions écologiques : investissements économiques, autant qu'énergétiques. Ces investissements s'opposent frontalement à la nécessité actuelle de concevoir et mettre en place une société de post-croissance, avec ses mesures impérieuses de solidarité et de protection de la nature et de l'humanité. Ils contribuent à enfreindre les principes de mesures de protections et égalités sociales qui sont de plus en plus remises en cause. Ils participent à des changements géophysiques planétaires, changements climatiques, immigrations climatiques à venir, pénuries minérales et les guerres qui en découlent, ainsi qu'à l'appauvrissement des terres arables. A l'heure de l'application des décisions de la COP21, et de l'impérieuse nécessité de diminuer l'impact carbone de nos sociétés, il est de la première urgence de tout faire pour stopper ces grands projets inutiles.

Nous constatons donc une opposition frontale entre deux conceptions de l'aménagement du territoire. L'une, productiviste, qui renforce les capacités économiques des métropoles au détriment de tout le reste du territoire. Elle participe également à l'aggravation des inégalités territoriales et à la création de liaisons de transport rapides, coûteuses en investissements et utilisations. Cette conception de l'aménagement va de pair avec l'intensification d'une agriculture industrielle et un abandon des zones rurales (et de certaines banlieues) : diminution de services publics, concentration forcée des communes et communautés de communes, diminution des dotations globales de fonctionnement aux communes (même si le gouvernement gèle pour causes électorales et pour quelques mois ces diminutions de DGF).

L'autre renvoie à une conception de l'aménagement du territoire que nous défendons : augmentation nécessaire de l'emploi en faveur d'une agriculture paysanne respectueuse de l'environnement et des pratiques sociales, au maillage équilibré entre petites villes et entre territoires. Un meilleur équilibre économique entre zones par un rééquilibrage des dotations d'état (les petites communes déjà défavorisées ont des dotations d'état par habitant nettement plus faibles). Nous devons combattre les conceptions urbaines et générales de territoires mono-fonctionnels qui engendrent ces « transhumances » quotidiennes entre zones de travail, d'habitat, d'achat, de sport et de loisirs, ou de meilleurs équilibres entre zones côtières, de montagnes et plaines.

Cette volonté d'élaboration de « grands projets inutiles » n'est que l'aboutissement d'une notion de progrès qui mène tout droit au pillage des ressources, à la dérive climatique ; qui conduit à l'impasse d'une société qui a livré ses pouvoirs décisionnaires aux partis productivistes.

Or NDDL est par excellence l'image, le symbole même de ces grands projets inutiles. Ce projet impacte une zone humide riche de sa biodiversité sur 1600 hectares prévus pour le futur aéroport.

Il impacte par ses travaux connexes lourds et onéreux : barreaux routiers et tram-trains pour des dizaines de millions d'Euros, à la charge des collectivités locales.

Il impacte par l'obligation de conserver la piste actuelle de Nantes Atlantique pour Airbus industrie.

Il impacte toujours par la volonté de deux grands projets inutiles supplémentaires que sont : le grand pont sur la Loire voulu par l'actuel président de région vendéen et la future ligne grande vitesse qui relierait Rennes-NDDL-Nantes en direct, alors qu'existe déjà une ligne Nantes-Redon-Rennes qui ne demande qu'à être améliorée pour des sommes bien moindres.

Aujourd'hui, au niveau de toute la France, ce sont des milliards et des milliards d'Euros, dépensés inutilement. Ceci afin qu'une minorité puisse déplacer toujours plus vite.

Dans chacun des lieux et territoires impactés par des grands projets inutiles, les citoyens se mobilisent. Il est donc important qu'EELV agisse plus encore aide par tous les moyens les luttes locales, et invite à ce que, dans tout accord politique local, les sujets liés à ces grands projets inutiles fassent partie des conditions d'alliance ou non.

MOTION

1- Lors des journées d'été d'EELV, sera prévu un temps fort sur les grands projets inutiles.

2- Le CF mandate un groupe de travail, composé de 5 personnes issues du Conseil Fédéral en lien avec le/la membre du BE en charge des campagnes actions, pour mettre en place des outils (annuaires, plan de communication, listes de diffusion etc.) afin de valoriser les luttes locales et de renforcer la coordination entre le local et le national. Ces outils intégreront un pourcentage d'adhérent.es ou membres de la coopératives non élu.e.s internes ou externes.

3 - Du fait de l'enjeu actuel que représente le grand projet inutile de NDDL, EELV refuse toutes alliances ou accords politiques futurs avec des candidat.e.s qui soutiendraient le grand projet inutile de NDDL, et les deux grands chantiers tout aussi inutiles qui lui sont directement liés.

EELV réitère son soutien aux comités contre l'aéroport de Notre Dame des Landes et sera présent lors des mises en place des expulsions à la fois des zadistes et des historiques.

Unanimité pour